

La valeur financière nette des administrations publiques

L'analyse de la différence entre les actifs et les passifs détenus par les administrations publiques (c'est-à-dire de leur valeur financière nette, qui permet d'évaluer globalement l'endettement net des administrations) permet de mesurer la capacité des administrations publiques à remplir leurs engagements financiers. Si les actifs représentent une source supplémentaire de financement et de recettes, les passifs reflètent les dettes accumulées par les administrations publiques. Dès lors, une amélioration constante de la valeur financière nette des administrations publiques au fil du temps atteste d'une bonne santé financière. À l'inverse, la valeur financière nette peut se dégrader si les administrations publiques accumulent les dettes, ce qui est le signe d'une détérioration de la situation budgétaire qui contraindra, au bout du compte, les administrations publiques à réduire leurs dépenses ou à augmenter les impôts.

En 2013, les pays de l'OCDE affichaient, en moyenne, une valeur financière nette négative représentant 65.3 % du PIB. Ce chiffre est quasiment le double du taux négatif antérieur à la crise (38.1% en 2007), ce qui atteste de l'impact de la crise financière internationale sur le déficit et la dette publics. C'était au Japon, en Italie et en Grèce que l'on relevait les valeurs financières nettes les plus négatives (avec des valeurs supérieures au PIB de ces pays), mais seuls huit pays de l'OCDE avaient une valeur financière nette positive. Parmi ces derniers, c'était la Norvège qui affichait la valeur financière nette la plus positive (plus que deux fois supérieure à son PIB). En 2014, des pays tels que le Portugal et la Belgique ont également enregistré une valeur financière nette négative supérieure à leur PIB.

Entre 2007 et 2013, ce sont l'Irlande (-84.4 p.p.), l'Espagne (-51.5 p.p.) et l'Islande (-47.8 p.p.) qui ont enregistré le fléchissement le plus important de leur valeur financière nette, ce qui illustre les incidences financières des interventions publiques dans le secteur bancaire intervenues au cours de cette période. Dans une moindre mesure, d'autres pays de l'OCDE tels que le Portugal et les États-Unis ont enregistré une forte dégradation de leur valeur financière nette au cours de cette période, en raison d'un effondrement de la valeur de leurs actifs couplé à une augmentation de leurs passifs sous l'effet de mesures de relance budgétaire. Seuls quatre pays de l'OCDE ont vu leur valeur financière nette augmenter entre 2007 et 2013, à savoir l'Estonie (+3.8 p.p.), la Norvège (+66.9 p.p.), la Suède (+8.7 p.p.) et la Suisse (+1.4 p.p.). La tendance s'est d'ailleurs maintenue entre 2007 et 2014.

En moyenne, la valeur financière nette était de -25 504 USD PPA par habitant en 2013 (soit une dégradation d'environ 7 000 USD par rapport à 2009). Les niveaux observés à travers les pays variaient considérablement, de -44 610 USD au Japon et -41 734 USD aux États-Unis à 134 075 USD en Norvège. De plus, sur l'ensemble des pays membres de l'OCDE, moins du quart (Estonie, Grèce, Corée, Suède, Turquie et Norvège) ont connu une amélioration de la valeur financière nette par habitant des administrations publiques entre 2009 et 2013.

Méthodologie et définitions

Les données sont tirées de la base de données des *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* et de la base de données d'Eurostat sur les statistiques relatives aux finances publiques, qui sont établies conformément au *Système de comptabilité nationale (SCN)*. Ce dernier constitue

un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles approuvés au plan international en matière de comptabilité nationale. Le cadre du SCN a été révisé, et la majeure partie des pays de l'OCDE ont mis en œuvre en tout ou partie la méthodologie actualisée du SCN 2008 (voir l'annexe A pour un complément d'information). La valeur financière nette du secteur des administrations publiques est la valeur totale de ses actifs financiers, diminuée de la valeur totale de ses passifs. Le SCN définit les actifs financiers et les passifs pouvant apparaître au compte de patrimoine financier du secteur institutionnel : or monétaire et DTS ; numéraire et dépôts ; titres de créance ; crédits ; actions et parts de fonds d'investissement ; systèmes d'assurance, de pensions et de garanties standard ; produits financiers dérivés et options sur titres des salariés ; et autres comptes à recevoir ou à payer. Dans le SCN, les stocks d'actifs et de passifs financiers sont évalués au prix du marché, lorsque c'est pertinent (mais certains pays peuvent ne pas appliquer ce mode d'évaluation, notamment aux titres de créance). Les données sont basées sur les actifs et passifs financiers consolidés, sauf pour le Chili, la Corée et le Japon.

Cet indicateur peut servir de mesure pour la dette publique nette ; en effet, conformément à la logique retenue pour définir la dette brute, il est possible de restreindre la définition de la dette nette à la dette brute, moins les actifs financiers correspondant à des instruments de la dette (conformément au concept défini dans le document « *Statistiques de la dette du secteur public : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs* »).

Le fait que divers pays comptabilisent les engagements non provisionnés liés aux agents publics peut avoir une incidence sur la valeur financière nette des administrations publiques et compliquer les comparaisons internationales. C'est le cas de certains pays membres de l'OCDE tels que l'Australie, le Canada, les États-Unis, l'Islande et la Suède. Par conséquent, comme pour la dette publique brute, une valeur financière nette ajustée est calculée pour ces pays.

Pour en savoir plus sur le calcul de la valeur financière nette par habitant, se reporter à la rubrique « Méthodologie et définitions » de l'indicateur relatif aux recettes des administrations publiques.

Pour en savoir plus

OCDE (2014), *Panorama des comptes nationaux 2014*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2014-fr.

Notes relatives aux graphiques

On ne dispose pas de données pour la Nouvelle-Zélande. Les données relatives au Mexique ne sont pas prises en compte dans la moyenne OCDE faute de certaines séries temporelles. Les données relatives à la Corée et à la Suisse portent sur 2012 et non 2013. Les données concernant le Chili, la Corée et le Japon sont fournies sur une base non consolidée.

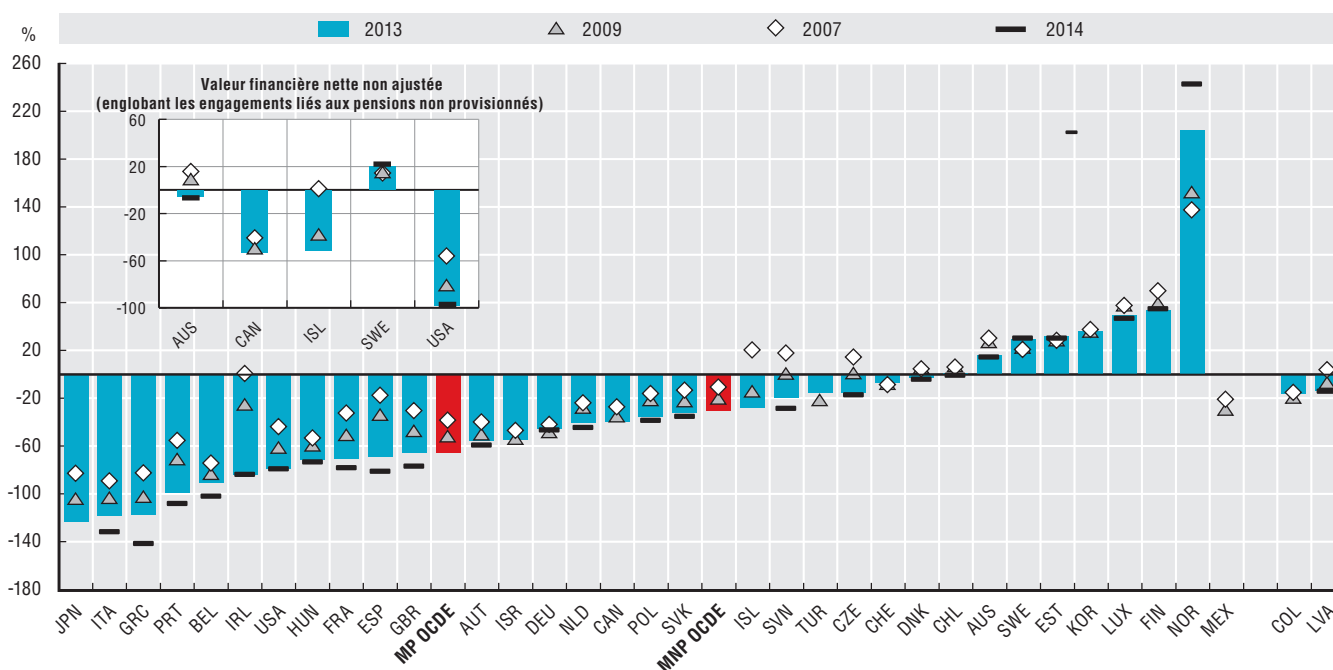
2.12 : Les données relatives à la Turquie ne sont pas prises en compte dans la moyenne OCDE faute de certaines séries temporelles.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/88932315602>.

2. LES FINANCES ET L'ÉCONOMIE PUBLIQUES

La valeur financière nette des administrations publiques

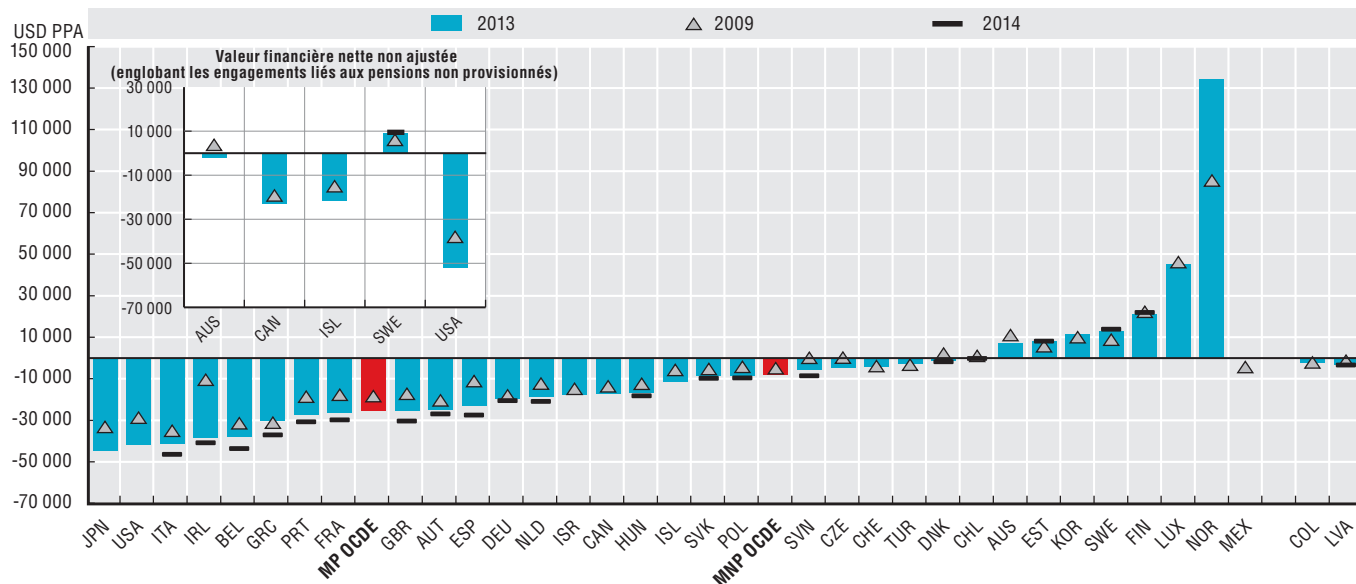
2.12. Valeur financière nette des administrations publiques en pourcentage du PIB (2007, 2009, 2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347074>

2.13. Valeur financière nette des administrations publiques par habitant (2009, 2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), statistiques d'Eurostat relatives aux finances publiques (base de données).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347080>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « La valeur financière nette des administrations publiques », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-11-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.